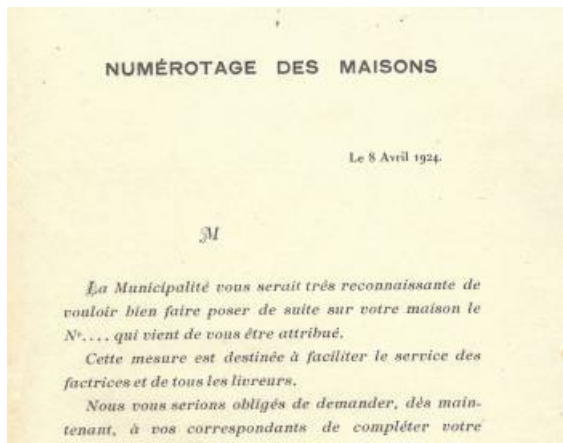


1924 : Numérotage des maisons



« La Municipalité vous serait très reconnaissante de vouloir bien faire poser de suite sur votre maison le N° ... qui vient de vous être attribué. Cette mesure est destinée à faciliter le service des factrices et de tous les livreurs. Nous vous serions obligés de demander, dès maintenant, à vos correspondants de compléter votre adresse par ce numéro. »

C'est en ces termes que dans un courrier imprimé en date du 8 avril 1924, le maire Louis Bousquet fait connaître aux Beauchampoises le numéro qui a été attribué à leur résidence.

▼ Contenu

Jusqu'à là, si les voies du hameau de Beauchamp avaient été baptisées et étaient clairement identifiables, il n'en était pas de même des maisons.

Comment s'y retrouvait-on ? Pour certains secteurs, cela n'était pas trop compliqué : une seule maison Rue des Roses, deux Chemin de Sainte Honorine, Trois Chemin des Limites... si bien que pour ces voies la mairie n'estimera même pas nécessaire de mettre en place un numérotage.

Pour les rues qui comptaient un nombre plus conséquent d'habitations, on pouvait s'appuyer sur le nom qui leur avait été attribué par les propriétaires. Ainsi, avenue des Réserves, 6 des 8 maisons ont été baptisées : La Casbah, Pour Dédée, Les Œillets, Les Tilleuls, Les Réserves et Au Gourbi. Avenue de l'Etoile, les 4 maisons portent un nom : Le Bocage, Les Mimosas, Chalet des Noisettes, Les Pins.

Les enseignes artisanales et commerciales permettaient également de se repérer. Dans la très commerçante première partie de l'avenue des Châtaigniers, on trouve successivement une boucherie, une mercerie, un perruquier, un café, un cordonnier, un marchand de journaux, un hôtel, une coopérative, une mercerie, une charcuterie, une (autre) boucherie, une épicerie. Et les villas qui les suivent portent pour la plupart un nom. Parmi elles, on en remarque une baptisée Les Sorbiers et qui était alors occupée par un certain Louis Bousquet. Elle se verra attribuer le n°39.

Il n'y a pas trace dans les archives de protestations ou de difficultés particulières liées à ce numérotage. Par contre, il semble que la municipalité n'avait pas vraiment anticipé l'urbanisation croissante qui conduisait à la création de plusieurs lotissements, l'édification de nouvelles habitations et à la division de parcelles existantes. Par endroits, le numérotage devient parfois erratique au point qu'on trouve dans les archives plusieurs courriers de réclamation. Un habitant qui réside au 74 avenue Anatole France constate :

« A notre droite il y a cinq lotissements, le plus éloigné de nous porte le n°72. Le lotissement à côté n'est pas vendu, le 3ème est habité et on a mis le n°76, le lotissement à côté n'est pas vendu, le 5ème et dernier à côté de nous est vendu mais pas encore construit. » Il se plaint que les propriétaires des maisons 72 et 76 se sont attribués leur numéro de leur propre initiative, sans tenir compte de la continuité ni de la possibilité de futures constructions.

Un autre qui réside 32 avenue de la Chasse indique qu'un garde communal lui a fait savoir que sa maison serait dorénavant numérotée 42. « N'ayant reçu de la Mairie aucune communication officielle de ce changement, j'ai conservé mon numéro primitif. » Ne recevant plus son courrier, il prie « Monsieur le Maire de faire donner des ordres pour que ce changement de numéro soit rapporté, ou dans le cas contraire faire remplacer aux frais de la commune et les plaques et le papier à en-tête gravé que j'ai fait faire. » Apparemment ce n'est pas ce qui se produit car un mois plus tard il écrit un nouveau courrier véhément disant qu'un conseiller municipal « a déclaré à ma femme que notre nouveau numéro était le 48, si bien qu'en quinze jours, j'ai changé trois fois de numéro, primitivement le 32 donné il y a trois ou quatre ans, le 42 donné par le garde J... et enfin le 48 ». Il précise : « Je n'entends nullement me soumettre à ce numérotage arbitraire... Il est inadmissible qu'à la demande d'une seule personne, tous les habitants de l'avenue se voient dans l'obligation de changer de numéro alors qu'il est si facile et c'est ce qui s'est produit jusqu'ici, d'ajouter des bis et des ter lorsqu'il y a vente d'une parcelle de terrain faisant partie d'un lot n'ayant eu qu'un numéro. » Et il demande la date du prochain conseil municipal afin de s'y présenter et de lire à l'ensemble des conseillers sa lettre de réclamation.

On ne sait si cet habitant obtint finalement gain de cause...

- ▶ Documents
- ▶ Contact